

Convention collective régionale

IDCC : 1139. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
ET RÉGIONS LIMITROPHES**
(9 juillet 1981)

ACCORD DU 29 JUIN 2005
RELATIF AUX REG POUR L'EXERCICE 2005
NOR : *ASET0551239M*
IDCC : 1139

Entre :

La chambre syndicale des industries métallurgiques des Pyrénées-Atlantiques et régions limitrophes dénommée UIMM Adour Atlantique,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991.

Il est conclu en considération de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie et, compte tenu de la recommandation du même jour figurant en annexe audit accord national.

Conclu ce jour, le présent accord fixe le barème pour l'exercice 2005.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'accord national du 17 janvier 1991, il est instauré, sur une base annuelle, un barème de rémunérations effectives garanties.

Ces rémunérations effectives garanties, établies pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base au calcul de la prime d'ancienneté. Elles ne font pas l'objet des majorations de 5 % et 7 % réservées aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier pour la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les valeurs portées sur les barèmes ci-joints des rémunérations effectives garanties sont fixées pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Elles devront être adaptées en fonction de l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les rémunérations effectives garanties figurant sur le barème ci-joint font l'objet d'un calcul *pro rata temporis* pour les mensuels embauchés ou quittant l'entreprise en cours d'année.

Article 3

Ce barème ne s'applique pas aux travailleurs à domicile.

Article 4

Pour l'application de ces garanties territoriales effectives, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments annuels bruts de salaires, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté ;
- montant brut des heures supplémentaires ;
- majorations pour travail en équipe, travail du dimanche et travail de nuit ;
- primes ou indemnités pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- sommes attribuées dans le cadre d'accords d'intéressement et/ou de participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- toutes les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Article 5

Au cas où il apparaîtrait qu'un salarié aurait perçu une rémunération annuelle brute inférieure à la rémunération effective garantie correspondant à la classification de son emploi et telle que définie à l'article 4 ci-dessus, l'employeur versera un complément annuel de rémunération au plus tard lors de la paie afférente au mois de janvier 2006.

L'employeur informera le comité d'établissement ou, à défaut, les délégués du personnel du nombre de salariés ayant bénéficié d'un apurement de fin d'année. Les mêmes éléments d'information seront communiqués aux délégués syndicaux des organisations syndicales signataires de l'accord territorial instaurant le barème des rémunérations effectives garanties.

Article 6

Le texte du présent accord sera déposé, en nombre suffisant d'exemplaires, à la direction départementale du travail et de l'emploi ainsi qu'au secrétariat du greffe des conseils des prud'hommes concernés, dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Pau, le 29 juin 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations effectives garanties (base annuelle année 2005)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	REG 2005
I	1	140	14 234
	2	145	14 237
	3	155	14 238
II	1	170	14 323
	2	180	14 377
	3	190	14 484
III	1	215	14 581
	2	225	14 715
	3	240	15 579
IV	1	255	16 395
	2	270	17 072
	3	285	17 910
V	1	305	19 704
	2	335	21 735
	3	365	24 889
		395	26 863